



16ème législature

Question N° : 15159	De M. Sébastien Chenu (Rassemblement National - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		Ministère attributaire > Industrie et énergie
Rubrique > outre-mer	Tête d'analyse > Situation des trois usines de nickel en Nouvelle-Calédonie	Analyse > Situation des trois usines de nickel en Nouvelle-Calédonie.
Question publiée au JO le : 13/02/2024 Date de changement d'attribution : 14/05/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Sébastien Chenu alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la situation des trois usines de nickel en Nouvelle-Calédonie. La Nouvelle-Calédonie fait actuellement face à une crise sans précédent dans son secteur nickel, essentiel pour son économie. Les trois principales usines du pays, SLN, KNS et Prony Resources, sont menacées de fermeture, une situation qui pourrait entraîner des conséquences économiques et sociales désastreuses pour le territoire. Ce secteur représente près de 96,5 % de la valeur totale des exportations de la Nouvelle-Calédonie et emploie directement ou indirectement un quart de la main-d'œuvre privée, soit environ 16 000 salariés. Dans le pire des scénarios, la fermeture des trois usines pourrait entraîner une augmentation de 50 % du taux de chômage, le portant à 16 % de la population active et des pertes de 325 milliards de francs Pacifique (environ 2,7 milliards d'euros) pour les finances publiques lors de la première année. Lors d'une interview accordée à *NCIère* le 28 janvier 2024, le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie a évoqué des mesures d'urgence envisagées par l'État, telles que des subventions pour l'énergie, des prêts d'urgence et un soutien pour trouver de nouveaux repreneurs pour ces usines. Une solution complémentaire : la redéfinition stratégique des exportations de nickel de la Nouvelle-Calédonie vers des marchés plus rémunérateurs, en particulier la France et l'Union européenne. Dans le prolongement d'une question écrite datée du 19 décembre 2023 concernant la crise du secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie et restée sans réponse jusqu'à ce jour, M. le député souhaite également aborder la question d'un soutien financier potentiel de l'Union européenne. Étant donnée l'importance stratégique du nickel pour l'industrie européenne, en particulier dans les secteurs de haute technologie et de production d'énergie renouvelable, un investissement de l'Union européenne dans les usines de nickel calédoniennes pourrait s'avérer bénéfique pour toutes les parties concernées. Dans ce contexte, il souhaite savoir si le Gouvernement s'engage à apporter le soutien financier nécessaire en cas de risque de fermeture d'une usine et s'il compte solliciter un soutien financier auprès de l'Union européenne pour les usines de nickel en Nouvelle-Calédonie, renforçant ainsi la souveraineté industrielle européenne et offrant un nouveau souffle à cette industrie essentielle pour cette île française.